

Déclaration spontanée avec pièces justificatives

Précision : les soumissionnaires qui disposent d'un certificat valable en joignent une copie à l'offre (au lieu des pièces justificatives). Informations sur le certificat : www.be.ch/marchespublics

Indications concernant la société soumissionnaire

Nom et forme juridique :

Adresse de la société :

Adresse électronique :

Nombre d'employé-e-s sous contrat à durée indéterminée (propriétaire exclu/e) :

Indications concernant (le cas échéant) la société mère / la holding

Nom et forme juridique :

Adresse du siège principal :

Adresse électronique :



Dispositions sur la sécurité du travail et les conditions de travail

Réponse :
oui / non

1. Respectez-vous les dispositions sur la sécurité du travail ainsi que les conditions de travail et de rémunération des conventions collectives de travail (CCT), des contrats-types de travail ou, à défaut, les réglementations en usage dans la localité et la profession ?
2. Respectez-vous l'égalité salariale entre femmes et hommes (à travail égal, salaire égal) ?
3. Etes-vous prêt/e, si vous faites appel à des sous-traitants, à réclamer les attestations exigées de votre part et à les contrôler avant de signer un contrat ?

☐☐☐

Impôts et cotisations sociales

4. Avez-vous réglé tous les impôts communaux, cantonaux et fédéraux que vous deviez ?
5. Avez-vous réglé la TVA que vous deviez ?
6. Avez-vous réglé les cotisations que vous deviez aux assurances sociales (AVS, AI, APG, AC, LPP et LAA), y compris la part de l'employé déduite du salaire ?

☐☐☐

Législation en matière de protection de l'environnement

Réponse :
oui / non

7. Dans le cadre de la production, respectez-vous les prescriptions en matière de protection de l'environnement des législations fédérale et cantonale bernoise ?

Faillite / saisie

8. Pouvez-vous certifier ne faire l'objet d'aucune procédure de faillite et qu'aucune saisie n'a été exécutée chez vous au cours des douze derniers mois ?

Pièces justificatives

L'exactitude des indications susmentionnées est attestée par les soussigné-e-s à l'aide des pièces justificatives écrites suivantes :

- attestation de la commission paritaire professionnelle portant sur le respect de la convention collective de travail (pour les branches sans CCT : attestation de l'organe de révision concernant le respect des conditions de travail usuelles du lieu et de la branche) ;
- attestation des autorités fiscales du siège social de l'entreprise relative au paiement des impôts dus (impôts communaux, cantonaux et fédéraux) ;
- attestation de l'administration de la TVA concernant la TVA due ;
- attestation de la caisse de compensation AVS relative au paiement des cotisations AVS, AI, APG et AC dues ;
- attestation de la caisse de pension (cotisations LPP des salariés) ;
- attestation de l'office des poursuites et faillites ;
- attestation de la SUVA (ou d'une autre compagnie d'assurances) portant sur le paiement des cotisations AP/APN dues ;
- attestation de l'assurance d'indemnité journalière maladie, si la CCT le prescrit ;
- entreprise du secteur principal de la construction : attestation de la Fondation retraite anticipée (FAR) portant sur la retraite à la carte.

Les pièces justificatives ne doivent pas dater de plus d'un an. Les soumissionnaires dont le siège social est à l'étranger joignent des attestations équivalentes établies dans leur pays.

En signant la présente déclaration spontanée, les soumissionnaires assument la responsabilité du respect de l'ensemble des conditions et des charges par leur propre entreprise et, le cas échéant, par les sous-traitants auxquels ils font appel.

Les soumissionnaires prennent connaissance du fait qu'en cas de fausses indications ou de non-respect des principes énoncés ci-dessus, ils risquent en particulier

- a) la révocation immédiate de l'adjudication et la résiliation anticipée du contrat pour des motifs importants,
- b) d'avoir à payer une peine conventionnelle représentant dix pour cent de la valeur totale du contrat (mais au maximum CHF 100'000), et/ou
- c) d'être exclus des futurs marchés publics pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Les soumissionnaires prennent en outre connaissance du fait que le canton et la ville de Berne consignent les informations indiquées sur la déclaration spontanée et les pièces justificatives dans une banque de données commune en ligne, dans le but de gérer les soumissionnaires détenant le certificat prévu à l'article 20, alinéa 2 de l'ordonnance cantonale sur les marchés publics ([OCMP](#)).

Lieu et date :

Timbre et signature*

.....

.....
* Dans le cas d'une communauté de soumissionnaires :
signatures de tous les participant-e-s

Annexes: pièces justificatives exigées ci-dessus ou certificat valable